



Former des professionnels responsables : réhabiliter le temps long dans les politiques de formation

Contexte

Depuis plusieurs années, les politiques de financement de la formation professionnelle privilégient une logique de maîtrise des coûts, conduisant à des parcours de plus en plus courts. Pourtant, les métiers évoluent sous l'effet des transitions écologiques, économiques et sociales. Former un professionnel ne consiste pas seulement à transmettre des gestes techniques : il s'agit aussi de développer une compréhension de son environnement, des capacités d'adaptation, des compétences relationnelles et un sens de la citoyenneté et du vivre ensemble. Ces apprentissages nécessitent du temps et une coopération étroite entre organismes de formation et entreprises.

Cette tendance soulève une question essentielle : peut-on former durablement des professionnels compétents, autonomes et responsables dans des temps d'apprentissage toujours plus contraints ?

Enjeux

La formation professionnelle ne se limite pas à la transmission de gestes techniques.

Former un professionnel, c'est lui permettre :

- d'acquérir les compétences attendues par son métier
- de comprendre son environnement professionnel
- de développer son autonomie et son sens des responsabilités
- d'intégrer les enjeux contemporains liés à la citoyenneté, au vivre-ensemble, à l'égalité ou encore à la transition écologique
- de créer du lien social

L'alternance, l'immersion en entreprise, l'expérience terrain et la réflexivité jouent un rôle déterminant dans cette construction progressive des compétences. Elles nécessitent du temps pour permettre l'appropriation des savoir-faire, la confrontation au réel et la maturation professionnelle.

À l'inverse, des parcours raccourcis risquent de produire des certifications sans véritable professionnalisation, avec des conséquences pour les apprenants, les employeurs et les territoires.

Conditions de réussite

Réhabiliter le temps long ne signifie pas revenir à des modèles rigides ou déconnectés des réalités économiques. Il s'agit au contraire de reconnaître que certains apprentissages nécessitent une durée minimale pour produire des effets durables. Il s'agit également de reconnaître que la durée des parcours doit varier en fonction du profil des apprenants car tous n'ont pas les mêmes besoins.

Cette ambition suppose :

- des financements adaptés à la durée réelle des parcours et aux contraintes des territoires (disponibilité d'infrastructures de qualité pour l'apprentissage)
- une prise en compte accrue de la qualité pédagogique dans les appels d'offres
- une évaluation des résultats fondée sur l'insertion durable, la montée en compétences et l'acquisition de soft skills, au-delà des seuls indicateurs quantitatifs
- une reconnaissance du rôle des entreprises dans l'acquisition progressive des compétences professionnelles
- l'intégration de modules contribuant à la formation de citoyens et de professionnels responsables

Former un professionnel responsable demande du temps. Au-delà de la maîtrise des gestes techniques, les parcours de formation doivent permettre d'acquérir les compétences transversales indispensables aux métiers de demain : coopération, esprit critique, responsabilité, adaptation aux transitions écologiques et sociales. Cette évolution ne peut se construire qu'en renforçant le dialogue entre organismes de formation, entreprises et branches professionnelles, afin de faire de la formation un véritable levier de transformation des métiers et des territoires.